



Recueil de la jurisprudence

Affaire C-73/11 P

Frucona Košice a.s. contre Commission européenne

«Pourvoi — Aides d'État — Annulation de 65 % d'une dette fiscale dans le cadre d'une procédure collective d'insolvabilité — Décision déclarant l'aide incompatible avec le marché intérieur et ordonnant sa récupération — Critère du créancier privé — Limites du contrôle juridictionnel — Substitution par le Tribunal de ses propres motifs à ceux figurant dans la décision litigieuse — Erreur manifeste d'appréciation — Dénaturation d'éléments de preuve»

Sommaire – Arrêt de la Cour (deuxième chambre) du 24 janvier 2013

1. *Aides accordées par les États — Notion — Intervention ayant pour effet d'alléger les charges d'une entreprise — Inclusion*
(Art. 107, § 1, TFUE)
2. *Aides accordées par les États — Notion — Remises de dettes octroyées par des organismes publics à une entreprise en difficulté — Entreprise soumise à une procédure de concordat — Application du critère du créancier privé — Prise en compte de la durée de la procédure de liquidation judiciaire*
(Art. 107 TFUE)
3. *Aides accordées par les États — Examen par la Commission — Critère du créancier privé — Appréciation économique complexe — Contrôle juridictionnel — Limites*
(Art. 107, § 1, TFUE)
4. *Recours en annulation — Compétence du juge de l'Union — Interprétation de la motivation d'un acte administratif — Limites*
(Art. 263 TFUE et 264 TFUE)

1. Voir le texte de la décision.

(cf. points 68, 69)

2. L'octroi par un créancier public de facilités de paiement à une entreprise pour une dette qui lui est due par celle-ci ne relève pas de la notion d'aide d'État au sens de l'article 107 TFUE si l'entreprise bénéficiaire peut obtenir le même avantage que celui qui a été mis à sa disposition au moyen de ressources d'État dans des circonstances qui correspondent aux conditions normales du marché. Ce critère d'appréciation du créancier privé, lorsqu'il est applicable, figure parmi les éléments que la Commission est tenue de prendre en compte pour établir l'existence d'une telle aide. Il appartient donc à la Commission d'effectuer une appréciation globale prenant en compte tout élément pertinent en

l'espèce lui permettant de déterminer si l'entreprise bénéficiaire n'aurait manifestement pas pu obtenir des facilités comparables d'un tel créancier privé. À cet égard, doit être considérée comme étant pertinente toute information susceptible d'influencer, de manière non négligeable, le processus décisionnel d'un créancier privé normalement prudent et diligent, se trouvant dans une situation la plus proche possible de celle du créancier public et cherchant à obtenir le paiement des sommes qui lui sont dues par un débiteur aux prises à des difficultés de paiement.

Dans le cas d'une appréciation relative à la mesure d'annulation d'une dette fiscale d'une entreprise soumise à une procédure de concordat, la Commission doit considérer qu'un créancier privé normalement prudent et diligent se trouvant dans une situation la plus proche possible de celle de l'autorité fiscale locale doit, aux fins d'obtenir le paiement des sommes qui lui sont dues, effectuer le choix, notamment, entre la proposition de concordat et la liquidation judiciaire de la société requérante. Il s'ensuit que, en vue d'identifier l'alternative la plus avantageuse entre les deux procédures, un tel créancier doit évaluer les avantages et les désavantages de chacune desdites procédures. Or, les procédures de concordat et de liquidation judiciaire ajournant la récupération des sommes dues et pouvant ainsi affecter leur valeur, elles constituent des éléments susceptibles d'influencer, de manière non négligeable, le processus décisionnel dudit créancier privé.

Par conséquent, dans son appréciation de telles mesures, il incombe à la Commission de prendre en compte, eu égard au critère du créancier privé, les informations disponibles relatives, notamment, à la durée d'une procédure de liquidation judiciaire.

(cf. points 70, 71, 73, 78-82, 86, 100)

3. Voir le texte de la décision.

(cf. points 74-76)

4. Voir le texte de la décision.

(cf. points 87-90)